

Malgré le succès du mouvement des femmes polonaises, la lutte culturelle face au PiS continue pour les militants LGBTI

vendredi 27 novembre 2020, par [KUCHARSKA Marta](#) (Date de rédaction antérieure : 10 novembre 2020).

En août de cette année, Linus Lewandowski a été violemment agressé par un groupe d'individus, simplement parce qu'il était gay. Cet ingénieur en informatique de 28 ans et activiste des droits LGBTI tenait la main de son petit ami Rafał tandis qu'ils rentraient chez eux dans le centre-ville de Varsovie. « J'ai alors entendu quelqu'un dire "putain de pédés" derrière moi. Je me suis alors approché du groupe et j'ai reçu un coup de poing au visage », raconte Linus à *Equal Times*. Bien qu'ils soient victimes d'insultes au quotidien, Rafał et Linus refusent de cesser d'afficher leur affection en public. « Il faut que nous nous tenions la main », déclare Linus, avec un ton de défiance. « Si ces gens nous lancent ces insultes 30 fois, ils finiront par se fatiguer et ils ne les crieront pas la 31^e fois. Nous voulons que les gens sachent que nous existons et que nous ne cesserons pas d'exister ».

Les droits des minorités sexuelles ne cessent d'être la cible de la droite conservatrice dans la Pologne du parti populiste au pouvoir, Droit et justice (PiS). Bien que le parti ait attaqué les droits des demandeurs d'asile et des femmes (comme en témoigne le [récent durcissement de l'interdiction de l'avortement](#)), les tentatives visant à restreindre les droits des gays, lesbiennes, bisexuels, transsexuels et intersexuels sont cyniquement présentées comme l'essence d'une lutte visant à préserver le caractère « sacré » de la famille catholique et l'identité de la Pologne en tant que nation catholique.

En faisant régulièrement obstruction au travail des organisations de défense des droits humains, en attaquant les médias indépendants et [en remplissant les tribunaux de juges loyaux au PiS](#), le parti au pouvoir a lancé une guerre culturelle contre la communauté LGBT+ de Pologne sur de multiples fronts, afin de polariser davantage une société divisée et, en fin de compte, se maintenir au pouvoir.

D'après la [Rainbow Map 2020](#) d'ILGA-Europe, une organisation de défense des droits LGBTI, la Pologne est le pays le plus homophobe de l'Union européenne. Rares sont les pays d'Europe au sens large considérés comme pires. Il s'agit notamment de la Biélorussie et de la Russie. La communauté LGBTI de Pologne vit dans un environnement de plus en plus hostile et les attaques contre ses droits fondamentaux vont de l'intolérance homophobe manifestée par d'éminents politiciens, des personnalités de l'Église catholique et les médias publics aux violations du droit à la vie privée et familiale.

Il n'existe aucune reconnaissance légale des couples homosexuels, ce qui interdit tout, du mariage à l'adoption en passant par la fécondation in vitro. Aucune protection juridique explicite n'existe contre les discours ou les crimes haineux ; seul le Code du travail polonais interdit la discrimination reposant sur ces motifs.

Un projet de loi récent intitulé « [Stop à la pédophilie](#) », qui criminalise l'éducation sexuelle et lie

essentiellement la pédophilie à l'homosexualité, est à l'étude par une commission parlementaire. Par ailleurs, la présence de plus en plus forte de manifestants anti-LGBTI, opposés aux droits liés à l'égalité des sexes et d'extrême droite a créé une atmosphère que le directeur du plaidoyer d'ILGA-Europe décrivait récemment comme [*« dangereuse et peu accueillante »*](#).

Aux quatre coins de l'Union européenne, les personnes LGBTI sont toujours confrontées à un niveau inacceptable de préjugés, d'intolérance et de harcèlement, selon [*une importante enquête*](#) publiée en mai par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA). La Pologne est toutefois l'un des pays où la situation s'est gravement détériorée depuis la dernière enquête, réalisée en 2012.

Diviser pour régner

Selon Krzysztof Śmiszek, un député ouvertement homosexuel du parti de gauche et partenaire de l'ancien candidat gay à la présidence Robert Biedroń, l'homophobie et la transphobie ont été incitées par le gouvernement afin de manipuler la société et de créer une panique morale concernant le prétendu danger que représente *« la menace LGBTI »* pour les familles et les enfants polonais. *« Le parti Droit et justice utilise un outil très ancien, connu depuis l'Antiquité, à savoir "diviser pour régner" »,* déclare-t-il à Equal Times.

Pour M. Śmiszek, il n'y a rien d'intrinsèquement homophobe dans la société polonaise. En effet, en Pologne, la décriminalisation de l'homosexualité remonte à 1932, une date bien antérieure à la plupart des autres pays européens. L'atmosphère actuelle est le fruit d'un pur opportunisme politique, affirme-t-il. *« Le PiS a probablement mené des recherches qui ont révélé que certaines parties de la société ne connaissent toujours pas de personnes LGBT »,* déclare-t-il, ce qui facilite la tâche qui consiste à faire de ce groupe un *« ennemi du peuple »* pour détourner l'attention des électeurs d'autres questions plus importantes.

« Je pense qu'il n'y a pas de haine au sein de la société polonaise. Il n'y a qu'ignorance transformée en haine. L'ignorance, les préjugés et les stéréotypes sont cultivés, la haine est inculquée... Le PiS divise et instrumentalise la société avec cynisme ».

La situation actuelle en Pologne présente des similitudes avec celle de la Hongrie voisine, où les principaux hommes politiques de droite ont tenu des propos dénigrants concernant les minorités sexuelles au nom de la défense des prétendues *« valeurs chrétiennes »*. Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a récemment déclaré que les homosexuels devraient *« laisser nos enfants tranquilles »* lorsqu'on lui a demandé son avis sur un livre de contes pour enfants contenant une reine des neiges lesbienne et un cerf non binaire.

Aux yeux de Luca Dudits, responsable de la communication de l'ONG hongroise de défense des droits LGBTI Háttér Society, le parti Fidesz au pouvoir traite la communauté LGBTI comme des *« citoyens de seconde classe »*, comme en témoigne la façon dont il a *« aboli la reconnaissance légale du genre, promu la thérapie de conversion, refusé de condamner les attaques contre la communauté, exclu les couples de même sexe de la définition de la famille et utilisé la communauté comme bouc émissaire »* depuis son arrivée au pouvoir en 2010.

Charte de la famille controversée

Lors de la précédente enquête de la FRA, menée en 2012, bien qu'[*un tiers des répondants LGBTI de Pologne*](#) se plaignaient du langage injurieux utilisé par les politiciens, l'opinion publique semblait moins toxique. Des politiciens progressistes tels que Robert Biedroń et Anna Grodzka sont devenus les premiers législateurs polonais homosexuel et transsexuel, respectivement, en 2011. M. Biedroń est ensuite devenu le premier maire ouvertement gay de la ville de Słupsk, dans le nord de la

Pologne. Peu de temps après, en 2015, la Pologne opérait un virage à droite avec l'élection du PiS qui, depuis lors, courtise les électeurs conservateurs en défendant les « *valeurs familiales traditionnelles* ».

À la veille des élections législatives de l'année dernière, l'archevêque de Cracovie avait mis en garde contre une « *peste arc-en-ciel* » qui menaçait la Pologne. Le président sortant Andrzej Duda a été reconduit pour un second mandat en juillet dernier grâce à sa très controversée « *Charte de la famille* ». Non content de décrire les droits LGBTI comme une « *idéologie étrangère* » qui est « *plus destructrice* » que le communisme, il s'est engagé à empêcher le mariage ou l'adoption homosexuels, et a promis d'interdire aux écoles d'enseigner quoi que ce soit sur l'homosexualité. Lors d'un débat télévisé, l'un des collaborateurs de l'époque du président Duda, Przemysław Czarnek (aujourd'hui ministre de l'Éducation), a exhorté les Polonais à « *se défendre contre l'idéologie LGBT* » en affirmant que « *ces personnes ne sont pas égales aux personnes normales* ».

En ciblant la communauté LGBTI afin de rallier les électeurs conservateurs plus âgés qui ont peur que « *leurs petits-fils bien-aimés ne soient transformés en petites-filles et vice-versa, la situation est devenue incontrôlable* », explique le professeur Antoni Dudek de l'université Cardinal Stefan Wyszyński de Varsovie. « *On a ouvert la boîte de Pandore. Duda a remporté [l'élection], mais le mal est fait* ».

Les femmes sont également la cible des croisades culturelles du PiS. En juillet, le gouvernement a annoncé son intention d'abandonner la [Convention d'Istanbul](#), un traité historique sur la prévention et la lutte contre la violence à égard des femmes et la violence domestique.

De plus, en plein milieu d'une forte progression des taux de contamination au coronavirus, le gouvernement a provoqué les plus grandes manifestations depuis la chute du régime communiste en 1989, lorsqu'il a annoncé une interdiction presque totale des avortements. Après presque deux semaines de manifestations de masse, le 3 novembre, le gouvernement a repoussé la date de mise en œuvre de cette décision controversée qui menaçait de durcir des lois sur l'avortement qui figurent déjà parmi les plus strictes d'Europe.

Une action plus radicale toujours à venir

Malgré l'approche combative adoptée par le gouvernement, la communauté LGBTI refuse de se cacher et de battre en retraite. Ainsi, l'année dernière, 24 marches des fiertés LGBTI ont été organisées en Pologne, un record, notamment dans les bastions PiS des villes orientales de Białystok et de Lublin, où des manifestants protégés par la police anti-émeute ont dû faire face à des contre-manifestants agressifs. Les maires de plusieurs villes ont tenté d'interdire les rassemblements, mais leurs décisions ont été cassées par les tribunaux locaux.

En février 2019, le maire de Varsovie Rafał Trzaskowski a signé une déclaration en [12 points sur les droits des personnes LGBT+](#) qui a suscité un tollé sans précédent de la part du chef du parti PiS, Jarosław Kaczyński, de l'Église catholique romaine et des gouvernements locaux. En réaction, 100 villes et municipalités se sont déclarées libres de toute « *idéologie LGBT* ». « *En 30 ans de démocratie, nous [la communauté LGBTI] n'avons jamais été dans le collimateur politique comme nous l'avons été en 2019. Et la situation est toujours mauvaise* », déclare Bart Staszewski, cinéaste et défenseur des droits des homosexuels, qui pose [des panneaux « Zone LGBT »](#) dans ces zones « *libres de l'idéologie LGBT* ». Lorsque la Pologne a déclenché un tollé mondial à propos de ces zones, 50 ambassadeurs et représentants internationaux ont écrit une [lettre ouverte](#) en soutien de la communauté LGBT polonaise, tandis que l'UE réduisait le financement de certaines de ces zones.

La réponse du gouvernement à cette levée de boucliers a, en grande partie, été l'indignation. Pour

les membres de la communauté LGBTI cependant, la mise en place de ces zones est une réelle source de préoccupation.

« Des gens nous ont demandé s'ils devaient déménager ou si la municipalité allait leur interdire, en tant que personnes LGBT, l'accès aux services », explique Milena Adamczewska-Stachura, avocate pour le Commissaire aux droits de l'homme.

Le bureau a déposé plainte devant les tribunaux administratifs contre neuf municipalités pour discrimination et violation de la constitution. Jusqu'à présent, quatre tribunaux ont annulé les déclarations anti-LGBTI. Il reste à voir jusqu'où le gouvernement polonais ira dans la limitation des droits des personnes LGBTI.

Trois femmes font actuellement l'objet d'un procès et risquent jusqu'à deux ans de prison pour « *offense aux croyances religieuses* » après avoir placardé des affiches représentant la Vierge Marie avec un drapeau arc-en-ciel sur la tête et les épaules. Une [coalition d'organisations de défense des droits humains](#) exhorte le procureur général à « *abandonner les poursuites et à veiller à ce que les trois femmes soient autorisées à exercer leur travail de défense des droits humains sans être harcelées ni subir de représailles de la part des autorités* ».

Le 7 août a marqué le début de ce que l'on appelle le « [Stonewall polonais](#) », après qu'une vague de manifestations a été déclenchée en Pologne et à l'étranger par l'arrestation de 48 personnes par la police de Varsovie, dont Linus Lewandowski, pour avoir protesté contre la détention de Margot, une militante de Stop Bzdurom (ou « [Stop à l'absurdité](#) » en français), un groupe d'action directe radical, homosexuel et féministe.

Margot a été arrêtée deux mois plus tôt et est accusée d'avoir crevé les pneus et agressé le conducteur d'une [camionnette qui arborait des slogans et des messages homophobes et transphobes](#) assimilant l'homosexualité à la pédophilie. Lorsque des personnes la soutenant ont manifesté pour protester contre sa nouvelle arrestation en août, elles ont été jetées à terre, parfois étouffées et violemment arrêtées. Certains détenus disent avoir été emmenés dans des postes de police où ils ont été dénudés ; dans un cas, une femme transsexuelle a été forcée de se tenir nue devant un policier masculin. Un [rapport du bureau de l'Ombudsman](#) publié en septembre a déclaré que les manifestants avaient été soumis à des traitements dégradants et inhumains, ce qui soulève de sérieuses questions sur le comportement de la police.

« *La démocratie libérale traverse une crise profonde en Pologne* », reconnaît le professeur Dudek. Mais les activistes LGBTI affirment qu'ils n'arrêteront pas de se battre pour leurs droits. Même si, à bien des égards, la situation n'a jamais été aussi grave pour les minorités sexuelles en Pologne, comme le dit Filip, un activiste homosexuel de Stop Bzdurom, cette année a été une véritable année de fierté LGBTI « sans se cacher derrière des sourires et des gadgets ». « *Le parti Droit et justice prétend se battre pour "la Pologne d'abord", mais nous disons "les homosexuels polonais d'abord"* ».

Cet article a été traduit de l'anglais.

Marta Kucharska

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

La rédaction de cet article a bénéficié du soutien financier de [Hostwriter](#). Edward J. Szekeres a contribué à cet article.

Equal Times

<https://www.equaltimes.org/malgre-le-succes-du-mouvement-des#.X7Yw22gzaHs>